

Hocine Necib



Le ministre des Ressources en eau a démenti formellement l'information faisant état de la probable augmentation des prix de l'eau, en indiquant que ce sujet n'est pas à l'ordre du

jour expliquant la tarification de l'eau potable actuel est symbolique au vu du coût réel, car les frais de gestion du mètre cube d'eau potable est 6,5 DA alors que son prix actuel traduit la volonté de l'Etat de faire en sorte que cette denrée soit accessible à tous les citoyens.

by Soda PDF

Than

Ils seront paraphés par les directeurs des ressources en eau des wilayas

DES CONTRATS DE PERFORMANCE POUR LA GESTION DE L'EAU

“Cette année, on va signer avec les directeurs des ressources en eau des wilayas des contrats de performance et on effectuera une évaluation par wilaya et non seulement au niveau national”, a indiqué M. Necib qui s'exprimait lors du forum du quotidien El Moudjahid. “

Par Amine Meslem

Des contrats de performance seront signés prochainement avec les directeurs des ressources en eau des wilayas pour disposer d'outils de mesure de la qualité de gestion. C'est ce qu'a indiqué le ministre des Ressources en eau, Hocine Necib. “Cette année, on va signer avec les directeurs des ressources en eau des wilayas des contrats de performance et on effectuera une évaluation par wilaya et non seulement au niveau national”, a indiqué M. Necib qui s'exprimait lors du forum du quotidien El Moudjahid.

“On a investi 600 milliards de centimes pour des équipements dans les wilayas gérées par l'Algérienne des eaux (ADE) pour une meilleure intervention sur le réseau” a-t-il ajouté. Le ministre a aussi annoncé que son département allait mettre en œuvre des contrats de performance pour suivre le dossier de la lutte contre les fuites et les déperditions sur le réseau d'alimentation en eau potable.

En matière de fuite, le niveau toléré à l'échelle mondiale est 30 mètres cubes (m3) par kilomètre linéaire par mois, alors que ce niveau est à 45 m3 en Algérie. Selon le ministre, la priorité de son secteur pour les années à venir sera la lutte contre les fuites d'eau. “C'est notre cheval de bataille. En considérant que la bataille de la mobilisation des ressources est gagnée, l'autre véritable bataille est celle de la gestion de la ressource, ce qui sous entend une modernisation du service public. Les fuites physiques



se situent autour de 20% et c'est beaucoup car c'est lié à la vétusté du réseau de l'ADE”, a expliqué le ministre. Il a relevé que les communes n'ont pas assez de moyens pour l'entretien des réseaux d'AEP affirmant que 40 villes à travers le pays sont identifiées pour subir une réhabilitation, alors que les travaux d'aménagement sont lancés dans 17 villes. En tout, le secteur réalise des projets de réhabilitation du réseau à raison de 3.000 km par an. Le ministre a souligné aussi que 30.000 km de réseau d'AEP ont besoin d'être réhabilités, soit 6.000 km par an avec plus de moyens financiers.

“C'est notre priorité jusqu'à 2019. On travaillera pour mobiliser les ressources nécessaires”, a-t-il confié car “on veut mettre à niveau le réseau de distribution à travers le territoire national”. Abordant la tarification de l'eau potable, le ministre a estimé que le tarif actuel est symbolique au vu du coût réel, car les frais de gestion du mètre cube d'eau potable est 6,5 DA alors que son prix actuel traduit la volonté de l'Etat de faire en sorte que cette denrée soit accessible à tous les citoyens.

“En termes de révision des tarifs, cette question n'est pas à l'ordre du

jour du gouvernement”, souligne-t-il. A propos de la saison estivale et du ramadhan, le ministre a indiqué qu'une réunion est prévue prochainement pour examiner l'approvisionnement des citoyens en eau potable durant cette période. Cette rencontre regroupera toutes les parties concernées dont les directeurs de l'ADE, les responsables des sociétés relevant du secteur et les représentants des APC. Par ailleurs, 15 projets de barrages sont déjà au stade d'étude et “on a identifié 28 sites susceptibles d'abriter d'autres barrages”, ajoute-t-il. A cela, s'ajoute le fait que 1,2 milliard de mètres cubes d'eau sera produit par année à partir des eaux épurées grâce à 150 stations d'épuration et elles seront dirigées vers d'autres usages.

A propos du transfert In Salah-Tamanrasset, le ministre a indiqué qu'il n'y a pas de problème d'oxydation qui soit porté à sa connaissance ajoutant qu'une station de déminéralisation sera réalisée pour empêcher l'eau de contenir du sel.

Revenant sur l'évolution des investissements dont a bénéficié le secteur, M. Necib a indiqué que lors du programme 2000/2004 quelque 652 milliards DA avaient été injectés puis 1.400 milliards DA entre 2004 et 2009 alors qu'au titre du plan 2010/2015 une enveloppe de 1.200 milliards DA avait été consacrée à la réalisation d'infrastructures hydrauliques, notamment les barrages et les transferts d'eau. Depuis 2000, a-t-il poursuivi, 3.252 milliards DA ont été consacrés par l'Etat au secteur des ressources en eau.

A. M.

GESTION DE L'EAU

Instauration de contrats de performance

Des contrats de performance seront signés prochainement avec les directeurs des ressources en eau des wilayas pour disposer d'outils de mesure de la qualité de gestion, a indiqué le ministre des Ressources en eau, Hocine Necib. "Cetle année, on va signer avec les directeurs des ressources en eau des wilayas des contrats de performance et on effectuera une évaluation par wilaya et non seulement au niveau national", a indiqué Necib qui s'exprimait lors du forum du quotidien *El Moudjahid*. "On a investi 600 milliards de centimes pour des équipements dans les wilayas gérées par l'Algérienne des eaux (ADE) pour une meilleure intervention sur le réseau", a-t-il ajouté. Le ministre a aussi annoncé que son département allait mettre en œuvre des contrats de performance pour suivre le dossier de la lutte contre les fuites et les déperditions sur le réseau d'alimentation en eau potable. En matière de fuite, le niveau toléré à l'échelle mondiale est 30 mètres cubes (m3) par kilomètre linéaire par mois, alors que ce niveau est à 45 m3 en Algérie. Selon le ministre, la priorité de son secteur pour les années à venir sera la lutte contre les fuites d'eau. "C'est notre cheval de bataille. En considérant que la bataille de la mobilisation des ressources est gagnée, l'autre véritable bataille est celle de la gestion de la ressource, ce qui sous-entend une modernisation du service public. Les fuites physiques se situent autour de 20% et c'est beaucoup car c'est lié à la vétusté du réseau de l'ADE", a expliqué le ministre. Il a relevé que les communes n'ont pas assez de moyens pour l'en-

tretien des réseaux d'AEP affirmant que 40 villes à travers le pays sont identifiées pour subir une réhabilitation, alors que les travaux d'aménagement sont lancés dans 17 villes. En tout, le secteur réalise des projets de réhabilitation du réseau à raison de 3.000 km par an. Le ministre a souligné aussi que 30.000 km de réseau d'AEP ont besoin d'être réhabilités, soit 6.000 km par an avec plus de moyens financiers. "C'est notre priorité jusqu'à 2019. On travaillera pour mobiliser les ressources nécessaires", a-t-il confié car "on veut mettre à niveau le réseau de distribution à travers le territoire national".

La révision des tarifs n'est pas à l'ordre du jour

Abordant la tarification de l'eau potable, le ministre a estimé que le tarif actuel est symbolique au vu du coût réel, car les frais de gestion du mètre cube d'eau potable est 6,5 DA alors que son prix actuel traduit la volonté de l'Etat de faire en sorte que cette denrée soit accessible à tous les citoyens.

"En termes de révision des tarifs, cette question n'est pas à l'ordre du jour du gouvernement", souligne-t-il. A propos de la saison estivale et du ramadhan, le ministre a indiqué qu'une réunion est prévue prochainement pour examiner l'approvisionnement des citoyens en eau potable durant cette période. Cette rencontre regroupera toutes les parties concernées dont les directeurs de l'ADE, les responsables des sociétés relevant du secteur et les représentants des APC. Par ailleurs, 15 projets de barrages sont déjà

au stade d'étude et "on a identifié 28 sites susceptibles d'abriter d'autres barrages", ajoute-t-il. A cela, s'ajoute le fait que 1,2 milliard de mètres cubes d'eau seront produits par année à partir des eaux épurées grâce à 150 stations d'épuration et elles seront dirigées vers d'autres usages A propos du transfert In Salah-Tamanrasset, le ministre a indiqué qu'il n'y a pas de problème d'oxydation qui soit porté à sa connaissance ajoutant qu'une station de déminéralisation sera réalisée pour empêcher l'eau de contenir du sel. Revenant sur l'évolution des investissements dont a bénéficié le secteur, Necib a indiqué que lors du programme 2000/2004 quel que 652 milliards DA avaient été injectés puis 1.400 milliards DA entre 2004 et 2009 alors qu'au titre du plan 2010-2015 une enveloppe de 1,200 milliard DA avait été consacrée à la réalisation d'infrastructures hydrauliques, notamment les barrages et les transferts d'eau. Depuis 2000, a-t-il poursuivi, 3.252 milliards DA ont été consacrés par l'Etat au secteur des ressources en eau.

Interrogé au sujet du gaz de schiste, le ministre a rappelé que dans le cadre de la stratégie énergétique du pays, il y a un débat sur la question avec la participation d'experts en la matière.

"Le gaz de schiste ce n'est pas pour demain", a encore dit Necib selon qui les technologies actuelles ont permis "de réduire un peu" la consommation d'eau grâce au recyclage. "Nous allons vers un compromis pour allier la stratégie énergétique et la protection de la ressource hydrique", ajoute-t-il.

R. E.

Thank you

STATION DE DESSALEMENT DE L'EAU DE MER DE CAP DJINET

Le Sud-est de Boumerdès raccordé en 2015

- L'Etat a dégagé un montant de 240 millions de dinars pour ce projet
- Cependant, les habitants de la région n'accordent pas beaucoup de crédit aux promesses des autorités.

La fin du stress hydrique n'est pas pour demain dans les localités du sud-est de la wilaya de Boumerdès. Les villageois des communes de Chabet El Aneur, Timezrite ainsi que ceux habitant les hauteurs de Naciria, Bordj-Menaïel et Issers doivent prendre leur mal en patience jusqu'au mois d'octobre 2015 pour pouvoir en finir avec la pénurie d'eau. Le ministre des Ressources en eaux a affirmé, avant-hier, lors d'une visite d'inspection dans la wilaya que les projets portant alimentation de la région à partir de la station de dessalement de Cap Djenet seront achevés dans 18 mois. «Les études sont en voie d'achèvement. Et on fera tout pour réaliser les conduites d'Aep dans les délais», a-t-il annoncé en précisant que l'Etat a dégagé un montant de 240 millions de dinars à cet effet. Cependant, les habitants de la région n'accordent pas beaucoup de crédit aux promesses des autorités. «Cela fait trois ans qu'on nous dit la même chose, mais aucun engagement ne s'est concrétisé dans la réalité. En 2010, M.Sellal, alors qu'il était ministre avait déclaré que notre problème devait être résolu en 2012. Il avait indiqué que notre commune sera raccordée au barrage de Koudiet Asserdoun (Bouïra). Aujourd'hui, on nous apprend que nous serons finalement alimentés à partir de la station de Cap Djenet», déplore un habitant de Timezrite, précisant que leurs robinets sont à sec depuis plus d'un mois. Lors de sa visite, le ministre a procédé à la mise en service de 4 stations de pompage d'eau dans les localités de Boudouaou, Boudouaou El Bahri, Issers et Bordj Menaïel. Les habitants de ces communes seront désormais alimentés 24h/24



PHOTO: EL WATAN

Un barrage est programmé à la réalisation au sud de la commune des Issers

en eau potable. Le ministre a souligné que le barrage d'eau projeté depuis vingt ans à la sortie Sud des Issers est maintenu, mais de nombreuses constructions continuent de pousser dans la périphérie dans l'indifférence totale des autorités. «On a instruit nos services pour évaluer les contraintes sur le terrain afin de refaire les études et lancer les travaux», a indiqué le ministre. S'agissant du problème des fosses septiques-la wilaya en compte plus de 13000- M.Necib a annoncé la réalisation prochaine de 156 stations de traitement des eaux usées pour éradiquer ce problème et protéger la nappe phréatique. Néanmoins, la concrétisation de ces projets dans les délais nécessite la mobilisation de tous, notamment les élus

locaux qui doivent s'impliquer pour lever les oppositions de propriétaires terriens. Sur un autre volet, le représentant du gouvernement a assuré que les projets visant la protection des villes de Boudouaou et Dellys contre les inondations sont bel et bien maintenus. «Celui de Boudouaou est en phase d'étude. Le réseau d'assainissement a été réhabilité et je suis sûr que cela va nous faciliter la tâche à l'avenir pour protéger la ville contre les risques d'inondation», a-t-il souligné. S'agissant de Dellys, M.Necib a indiqué que la première tranche de l'opération a déjà été réalisée, ajoutant que d'autres projets similaires sont prévus dans les localités de Bordj-Menaïel et Sidi Daoud.

R.Koubabi

Ressources en eau

15 nouveaux barrages à réaliser

L'Algérie compte investir davantage dans les capacités de stockage hydrique et ce pour sécuriser les besoins du pays. 15 projets de barrage sont déjà au stade d'étude et « on a identifié 28 sites susceptibles d'abriter d'autres barrages », a déclaré Hocine Necib, ministre des Ressources en eau. Expliquant que cela s'ajoute par le fait que 1,2 milliard de mètres cubes d'eau sera produit par année à partir des eaux épurées grâce à 150 stations d'épuration et elles seront dirigées vers d'autres usages.

A propos du transfert In Salah-Tamanrasset, le ministre a indiqué qu'il n'y a pas de problème d'oxydation qui soit porté à sa connaissance ajoutant qu'une station de déminéralisation sera réalisée pour empêcher l'eau de contenir du sel. Revenant sur l'évolution des investissements dont a bénéficié le secteur, Necib a rappelé que lors du programme 2000/2004, 652 milliards de dinars avaient été injectés puis 1 400 milliards de dinars entre 2004 et 2009 alors qu'au titre du plan 2010/2015 une enveloppe de 1 200 milliards de dinars avait été consacrée à la réalisation d'infrastructures hydrauliques, notamment les barrages et les transferts d'eau. Depuis 2000, a-t-il poursuivi, 3 252 milliards de dinars ont été consacrés par l'Etat au secteur des ressources en eau.

Des contrats de performance pour la gestion

Par ailleurs, des contrats de performance seront signés prochainement avec les directeurs des ressources en eau des wilayas pour disposer d'outils de mesure de la qualité de gestion. « Cette année, on va signer avec les



directeurs des ressources en eau des wilayas des contrats de performance et on effectuera une évaluation par wilaya et non seulement au niveau national », a indiqué Necib, poursuivant : « On a investi 600 milliards de centimes pour des équipements dans les wilayas gérées par l'Algérienne des eaux (ADE) pour une meilleure intervention sur le réseau » a-t-il ajouté.

Le ministre a aussi annoncé que son département allait mettre en œuvre des contrats de performance pour suivre le dossier de la lutte contre les fuites et les déperditions sur le réseau d'alimentation en eau potable. En matière de fuite, le niveau toléré à l'échelle mondiale est 30 mètres cubes par kilomètre linéaire par mois, alors que ce niveau est à 45 m³ en Algérie.

Selon le ministre, la priorité de son secteur

pour les années à venir sera la lutte contre les fuites d'eau. » C'est notre cheval de bataille. En considérant que la bataille de la mobilisation des ressources est gagnée, l'autre véritable bataille est celle de la gestion de la ressource, ce qui sous entend une modernisation du service public. Les fuites physiques se situent autour de 20% et c'est beaucoup car c'est lié à la vétusté du réseau de l'ADE », a-t-il expliqué.

Le ministre a par ailleurs souligné que 30 000 km de réseau d'AEP ont besoin d'être réhabilités, soit 6 000 km par an avec plus de moyens financiers. « C'est notre priorité jusqu'à 2019. On travaillera pour mobiliser les ressources nécessaires. On veut mettre à niveau le réseau de distribution à travers le territoire national » a-t-il conclu.

R. A.

Thank you

CE MATIN À 8H AU SIÈGE DE SEAAL
**Journée mondiale de la Sécurité
et de la Santé au travail**

À l'occasion de la journée mondiale de la Sécurité et de la Santé au travail, et dans le cadre de son engagement en termes de responsabilité sociétale, SEAAL organise, en collaboration avec les directions des ressources en eau des wilayas d'Alger et de Tipasa, une journée de sensibilisation intitulée : «Prévention de la Santé et de la Sécurité : mobilisons-nous !»

Thank you for trying to download PDF

بسبب أشغال صيانة

انقطاع مياه الحنفيات عن معظم أحياء قسنطينة

الخروب و أيضا مؤسسة الترقية العقارية سوريبيم إلى جانب جامعة منتوري ومعهد شبه الطبي. ولم يقدم البيان تاريخا لعودة التموين بشكل عادي، حيث ورد أن المياه تعود تدريجيا إلى الحنفيات وفق تطور الأشغال، عملا بأن هناك أحياء تشكو انقطاع المياه منذ يومين تقع بمنطقة جبل الوحش وضواحيها.

وبداية من عين الباي إلى غاية المدينة الجديدة علي منجلي وأيضا بلدية الخروب. ويشمل الانقطاع إلى جانب التجمعات السكانية المتعددة مرافق خدماتية وهيئات نظامية كالناحية العسكرية الخامسة، مستشفى الأمراض العقلية، المستشفى الجامعي عبد الحميد ابن باديس، المدينة الجامعية بعين الباي و بلدية

لأشغال صيانة تتم على مستوى محطة الضخ رقم 3 بمدينة عين سمارة، وهو ما يحتم قطع التموين بالماء عن ما لا يقل عن ستين حيا تابعة لإقليم مدينة قسنطينة بداية من وسط المدينة بكل تفرعاته باتجاه الجهة الشرقية ضواحي أعالي جبل الوحش والمنصورة، وكذلك ناحية شعاب الرصاص و بومرزوق

■ جمال بوعكاز

عرفت معظم أحياء مدينة قسنطينة وكذلك بلدية الخروب، انقطاعا للمياه بداية من يوم أمس بسبب أشغال صيانة تجري على مستوى محطة الضخ بعين سمارة. و أفاد بيان صدر عن المؤسسة نهاية الأسبوع، أن هناك عملية لوضع قناة عملاقة، إضافة

Thank you for trying